

Micro crédit au Nord, vers la maturité ?

Une conférence en Norvège réunissait, début Juin 2002, les principaux intervenants européens en micro finance. C'est une bonne occasion pour faire le point.

J'ai le sentiment que les IMF (ou les IFS : institutions de finance solidaire) ont acquis des bases du professionnalisme dont elles avaient besoin. Ceci facilite leur reconnaissance par les autorités publiques ; mais le débat ne cesse pas pour autant.

Notamment, on a le sentiment aujourd'hui que les deux tendances qui existent au Sud se développent aussi au Nord et créent des divergences.

Après ces trois jours de travail à Bergen, je crois qu'il y a trois points qui sortent nettement de ces travaux.

1 – La professionnalisation spécifique se développe

Les IMF du Nord servent beaucoup moins de clients qu'au Sud. En Europe de l'Ouest, les IMF font quelque centaines, parfois quelques milliers de prêts. L'Adie en France en a fait 3 500 l'an dernier et en fera sans doute 5 000 en 2002.

En revanche, le Centre de ressources de Varsovie estime que le micro crédit touche quelques 800 000 personnes dans les nouveaux pays d'Europe centrale et orientale. Quelques milliers d'IMF fonctionnent, certaines sur la base d'anciennes Credit unions ou Tontines.

Les différences entre IMF de l'Ouest sont évidentes, mais l'accord se fait sur l'essentiel, me semble t il, qui pourrait être décrit ainsi :

- prêter aux pauvres ;
- prêter à ceux qui ne parviennent pas à obtenir des prêts de la banque traditionnelle. Attention : ces deux catégories ne se confondent pas nécessairement. On peut avoir un bon profil de client privé, et que la banque refuse de prêter sur un projet qu'elle estime trop risqué
- donc le critère social est présent dans tous les IMF
- prêter pour démarrer son propre business ; sa propre activité, se mettre à son compte. Qu'il s'agisse de prêter quelques centaines d'Euros ou quelques milliers, le micro crédit ne se limite pas à des montants précis : il se limite plutôt au refus de la banque
- prêter enfin en essayant de chercher deux effets.
 - Reconstituer ou parier sur le lien social : c'est une des leçons du Sud. Il n'y a pas de micro crédit sans liens sociaux ; qu'il s'agisse des groupes d'emprunteur dans certains systèmes, ou des cautions solidaires dans d'autres

- Créer, développer l'autonomie des clients, leur capacité à entreprendre.

(J'ai beaucoup aimé cette image venant d'Afrique de l'Ouest : on n'est riche que de ses amis, c'est à dire de ses " liens sociaux ". Donc quelqu'un qui serait solitaire et aurait beaucoup d'argent serait un pauvre : si jamais il lui arrive quelque chose, personne ne s'occupera de lui ?

C'est une ressemblance entre Nord et Sud : la solitude en Europe est une composante de la pauvreté ; pire encore qu'au Sud, me semble t il).

Le professionnalisme spécifique devrait se mesurer dans les impacts. Et les impacts de l'activité des IMF relèvent de la macro économie, jouent sur la capacité de la société en engendrant de l'énergie et de la créativité. C'est pourquoi quand on cherche des benchmarks pour évaluer les systèmes de micro finances, il faut les chercher dans deux directions.

- d'une part du côté de la banque traditionnelle. Vis à vis de ses clients, elle a des coûts de production très inférieurs à ceux des IMF. Mais elle ne leur prête pas !. Donc il faudrait tenir compte de cet étalon : la banque n'est rentable que si, vis à vis de la société, elle contribue à fabriquer de l'exclusion.
- Mais d'autre part, il faut aussi les chercher du côté des politiques sociales. Utiliser des budgets publics pour faire fonctionner des IMF, c'est non seulement légitime, mais sans doute aussi très productif. IL faudra faire un calcul d'allocation de ressources. Faut il que la Ville de X installe et paye un nouveau service social pour aider telle ou telle catégorie de population en difficulté à trouver un emploi ? ou vaut il mieux, si l'essentiel des services sociaux est assuré, financer un système d'appui à la création d'entreprise, incluant un organisme de micro crédit ?

2 – L'évaluation – tout le monde en parle au Nord, et c'est un signe de maturité

Auto-évaluation ou évaluation par l'extérieur (on n'obtient pas la même chose dans les deux cas !) : peu importe les détails dans l'immédiat. Ce qui est intéressant, c'est que les responsables d'IMF en Europe acceptent (et même demandent, pour certains) que l'évaluation entre dans la pratique professionnelle.

Je suis impliqué dans une première opération en France qui consiste à adapter un outil de rating, de notation, créé pour les IMF du Sud, pour les outils de finance solidaire français, puis européens. Je suis donc intéressé ; mais je ne me fais pas d'illusion. Une fois que l'on a demandé l'évaluation –ou que l'on déclare accepter de s'y confronter, les problèmes ne font que commencer !

Car l'évaluation exige le consensus. Donc que l'on soit d'accord avant, pendant et après.

C'est beaucoup.

- Avant : il faut se mettre d'accord sur les critères ; et c'est très compliqué, dès que l'on quitte les critères simples du rendement financier, par exemple. Hors le rendement financiers, comment prendre en compte les résultats qualitatifs : par exemple le rétablissement des liens sociaux ; quels sont les critères pour les apprécier ?
- Pendant : il faut accepter de donner des informations, et encore des informations, sans pouvoir contrôler l'usage qui en sera fait. Et en n'étant pas d'accord sur l'importance relative de telle réalisation de l'IMF par rapport à telle autre. C'est très frustrant.
- Après : il faut accepter aussi que l'évaluation donne lieu à des comparaisons, par rapport à des étalons que l'on veut toujours discuter.

Mais je crois que le principal avantage de l'évaluation, si la démarche et la méthodologie sont menées de façon coopérative, avec les IMF, est de leur donner des arguments vis à vis des partenaires publics.

L'un des deux étalons, ou benchmarks principaux est l'activation des dépenses sociales passives. En effet, l'un des impacts de l'activité de l'IMF est de remettre au travail des personnes qui étaient hors marché. Donc deux indices de succès :

- leur efficacité sur ce point peut être mesurée : nombre de personnes par rapport à leurs profils initiaux ; budgets consommés ;
- les économies de dépenses de protection sociale : pour les personnes qui passent de situations de chômage indemnisé, ou de minima sociaux, à la situation de travailleurs indépendants, créant des richesses et contribuent aux régimes de protections sociale : la aussi les apports peuvent être évalués.

A propos du débat entre IMF " libéraux " et IMF tendance " coopératives d'épargne et de crédit ", il me semble que si on revendique parmi les effets positifs du micro crédit le fait que des gens qui en étaient incapable se sont remis au travail, il faut revendiquer les budgets publics qui sont dédiés à cela !

Je ne dis pas une pure naïveté ; je ne crois pas non plus que si nous allons faire le siège du Bureau de l'aide sociale, nous obtiendrons qu'ils abandonnent à notre profit leurs budgets ! mais il me semble que la cohérence exige que nous les intéressions à nos activités. Qu'ils se sentent obligés de réfléchir eux mêmes à leur propre mesure de leur succès.

Si on ne fait pas cet effort de rapprochement, si on considère que les IMF sont dans une autre univers, qu'ils n'ont pas à avoir de relations avec les autorités publiques, on prend des risques. Je crains que ces IMF et les créateurs qui en sortent ne deviennent une race d'êtres exceptionnels, qui se débrouillent tellement seuls au milieu de la jungle du marché ; qui n'ont besoin de personne, sauf d'un peu d'argent ; qui... bref, qui deviennent des caricatures néo-libérales, tout à fait analogues à ces héros de l'Union soviétique dont on voyait les portraits martiaux à l'entrée des usines.

La caricature nous guette. Ceux qui restent dans l'aide sociale ne seraient que des paresseux ? mais du côté des IMF " privés ", on ne prête qu'à des brutes ?

Non, nous savons tous que les choses sont infiniment plus nuancées. Et qu'il y a sans doute des rapprochements à imaginer entre les uns et les autres.

3 – L'enjeu de l'autonomie et la self-sustainability

On a demandé très officiellement au cours de la conférence de Bergen si l'autonomie financière et la self-sustainability étaient le Saint Graal, le but ultime des IMF

Au delà de l'ironie, la question reste posée, et assez brutalement, me semble t il.

Est ce vraiment l'objectif d'un IMF de payer

- le coût du capital, c'est à dire des intérêts à ses actionnaires
- la casse, c'est à dire les emprunteurs qui ne remboursent pas
- et les coûts de production, c'est à dire le temps passé avec les créateurs d'entreprises à les aider

et le tout, payé avec les intérêts des prêts...

Il faudrait pour y parvenir pouvoir jouer sur toutes les variables à la fois.

- Pratiquer des taux d'intérêt élevés,
- Sélectionner durement les emprunteurs sur des critères de sécurité
- Faire du volume rapidement.
- Externaliser, faire supporter à d'autres les coûts de sélection des futurs clients
- Mettre en place les prêts très vite ; faire constamment des gains de productivité

Donc, en somme, changer de projet et de clients ! éventuellement , abandonner les plus pauvres pour ne travailler qu'avec des créateurs brillants...et se retrouver, à la marge en concurrence avec les banques !

Cela dit, en Europe, les contextes divergent. En Grande Bretagne, on peut facturer des taux d'intérêt élevés : la responsable d'un programme de micro finance d'Irlande du Nord expliquait qu'elle était en concurrence avec des " money lenders " qui facturent 70% de taux d'intérêt : et c'est légal ! Alors qu'en France, il est interdit de prêter à une entreprise au delà de 9% (environ, actuellement) !

J'ai le sentiment que cette question de l'autonomie financière devrait se traiter à l'aide d'un critère simple : si nous sommes convaincus que la micro finance produit des impacts sociaux positifs, hé bien il faut obtenir le financement de ces effets.

Ma conclusion : la coopération est sans doute la meilleure voie !

Je pense qu'il faut se rappeler que dans nos domaines, l'argent public est souvent sourd, stupide et myope, s'ils n'est pas empoigné par des professionnels paradoxaux. C'est à dire qui maîtrisent les outils du monde des affaires, et les mettent au service d'objectifs sociaux. Ce qui est le cas des IMF.